



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/Revue-de-presse-des-reactions-a-l-annonce-de-la-politique-economique-du>

# Revue de presse des réactions à l'annonce de la politique économique du gouvernement du PQ



---

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

---

## Organisations syndicales

---

### **Réaction de la CSQ à la politique économique du gouvernement du Québec - Pour la création d'emplois et le partage de la richesse !**

MONTRÉAL, le 7 oct. 2013 - En réaction à la nouvelle politique économique du gouvernement du Québec présentée par la première ministre, Pauline Marois, et le ministre des Finances et de l'Économie, Nicolas Marceau, la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) salue la volonté exprimée de créer des emplois de qualité, axés sur l'avenir et porteurs de développement économique, mais doute des effets réels que cette nouvelle politique aura. Aussi, la CSQ demeure préoccupée par les moyens retenus par le gouvernement qui consistent surtout à accorder des avantages aux entreprises, tels les tarifs préférentiels en électricité et les multiples crédits fiscaux. Le gouvernement devrait davantage mettre l'accent sur des mesures favorisant la formation qualifiante de la main-d'oeuvre.

« En cette journée mondiale pour un travail décent, dans un contexte difficile pour le marché de l'emploi au Québec, et avec une hausse du travail précaire et atypique, la CSQ tient à exprimer son accord avec les objectifs de la démarche annoncée par la première ministre qui fait de la création d'emploi de qualité la priorité de la politique de développement économique du gouvernement. » a déclaré Louise Chabot, présidente de la CSQ.

La CSQ se réjouit particulièrement de la volonté d'accélérer les investissements publics pour moderniser et améliorer les infrastructures scolaires. La mise en place du nouveau programme Réno-Écoles est justifiée et urgente, notamment à l'égard des questions reliées à la qualité de l'air dans les écoles du Québec. De plus, parmi les mesures annoncées, la CSQ suivra avec grande attention les détails qui seront dévoilés ultérieurement au sujet de la nouvelle Politique nationale de la recherche et de l'innovation. Elle salue également les premiers efforts, quoique limités, concernant l'électrification des transports collectifs.

Toutefois, pour que cette politique économique permette réellement de créer des emplois de qualité et un véritable partage de la richesse, d'autres actions gouvernementales seront nécessaires. Elle doit être assortie de réformes de la fiscalité et de la formation de la main-d'oeuvre, ainsi que de mesures visant à s'attaquer à la précarisation du marché du travail. Il faut s'assurer que l'ensemble de la population dans toutes les régions du Québec bénéficie des retombées de cette politique.

L'histoire récente démontre que les revenus du travail n'ont pas permis une réelle amélioration des conditions financières des travailleuses et des travailleurs. Aussi, les différentes politiques fiscales ont privilégié les mieux nantis, ce qui fait que les charges publiques sont proportionnellement assumées davantage par les salariées et salariés de la classe moyenne.

---

### **Politique économique - La CSN applaudit l'initiative du gouvernement**

QUÉBEC, le 7 oct. 2013 - La CSN applaudit l'initiative du gouvernement du Québec d'aller de l'avant avec une politique économique proactive, qui vise à soutenir le développement de l'économie et de l'emploi. « Les dernières statistiques portant sur l'économie québécoise et le marché du travail ont de quoi nous inquiéter. Si le Québec a su mieux traverser la dernière crise, il n'en demeure pas moins que notre situation économique semble se fragiliser. Nous croyons que l'État ne peut rester inactif devant de tels constats. Il doit, par ses politiques, apporter un soutien concret au développement économique, que nous souhaitons durable », de déclarer le président de la CSN, Jacques Létourneau.

Rappelons qu'en décembre dernier, la CSN adoptait une plateforme portant sur une stratégie industrielle. Intitulée Avenir du secteur manufacturier et industriel québécois : Pour une intervention structurée et un développement durable, elle contient une dizaine de propositions qui traitent autant du rôle de l'État que des conditions permettant l'exploitation et la transformation des ressources, en passant par le développement durable. Après son adoption, une tournée a été effectuée afin de la promouvoir notamment auprès des gouvernements et des partis politiques, au fédéral comme au provincial, ainsi qu'auprès de certains acteurs socio-économiques.

### La plateforme CSN

(Les secteurs visés par la plateforme de la CSN touchent la transformation alimentaire, les mines et les transformations métalliques, l'industrie du bois, du papier et de la forêt, l'aluminium, l'industrie chimique et celle des plastiques, l'électrification des transports collectifs et les technologies propres.

« Avec ces secteurs, nous misons sur notre expertise et sur nos ressources naturelles, tout en insistant sur la nécessité de développer de nouveaux produits de pointe et de maintenir les emplois de qualité qu'on retrouve dans ces secteurs, d'expliquer la vice-présidente de la CSN, Francine Lévesque. Contrairement à d'autres, nous faisons le pari qu'il est possible, voire nécessaire, de développer une économie forte et diversifiée, dans laquelle le secteur manufacturier jouera un rôle important, avec des retombées dans toutes les régions du Québec. Pour y parvenir, il nous faut minimalement nous assurer de deux choses : bien cibler les secteurs que l'on veut développer et obtenir le soutien concret de l'État. »

### Favoriser le dialogue

(Pour avancer en matière d'économie et d'emplois, il est primordial pour les représentantes et les représentants de la CSN qu'un dialogue constructif soit instauré entre le gouvernement et les partenaires socio-économiques, dont les organisations syndicales.

En outre, dans le cadre de sa campagne automnale Et si on avançait, le progrès social dépend de nous, la CSN entend débattre de cette question qui est au coeur de l'un des quatre thèmes de celle-ci : miser sur un développement économique et durable.

---

### **FTQ : Pour le développement économique du Québec - Mettre le cap sur l'emploi : incontournable**

MONTRÉAL, le 7 oct. 2013 - La Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) salue la présentation de la nouvelle politique économique par le gouvernement Marois, mais elle est convaincue que le report de l'objectif du déficit zéro est un passage obligé si on ne veut pas que cette politique reste dans le domaine des vœux pieux.

« Nous ne pouvons que saluer l'initiative du gouvernement Marois, mais si l'écorce de l'arbre a l'air solide, il nous restera à en apprécier les fruits ! » (- Michel Arsenault, président de la FTQ

Accompagné au huis clos de Benoît Bouchard, président du secteur de l'énergie au Syndicat canadien de la fonction publique, le président de la FTQ commente :

« Bien sûr, dit Michel Arsenault, la création d'emploi et l'aide à l'investissement sont incontournables à l'augmentation de la production de richesses et, en retour, à l'accroissement des revenus pour le gouvernement, mais cela ne se fait pas en criant ciseau ou en claquant des doigts. Entretemps, on peine à maintenir à flot des services publics de qualité. Le report de l'équilibre budgétaire donnerait un peu d'air frais et fournirait une marge de manoeuvre pour commencer à concrétiser la politique. Nous comptons donc sur la prochaine mise à jour budgétaire. »

### Croissance mise à l'épreuve

« Mais, poursuit-il, il faut aussi s'inquiéter de l'état de la situation économique mondiale, alors que nos voisins du Sud vivent de grandes difficultés, tout comme plusieurs pays européens. Le Québec ne vit pas en vase clos. Il est arrivé la plupart du temps que les États-Unis éternuent et que le reste du monde s'enrhume ! Cela veut dire qu'il faut bien cibler les initiatives. Il est certain que le programme annoncé, avec ses quatre politiques stratégiques, est ambitieux. »

Pour Benoît Bouchard, « la politique économique annoncée est alléchante, notamment sur le plan de l'électrification du transport et des surplus d'électricité (qu'il ne faudrait pas, entre parenthèses, vendre trop au rabais). À ce sujet, d'ailleurs, nous demandons au gouvernement de mettre un terme à l'obligation d'Hydro-Québec de racheter les surplus d'électricité en situation de conflit de travail, comme cela a été le cas lors du conflit dans l'aluminium au Saguenay. »

### Main-d'oeuvre aguerrie

« Le Québec est riche en ressources naturelles qu'on peut exploiter et transformer ici, mais il est encore plus riche en main-d'oeuvre de qualité dans des domaines de pointe sur laquelle on peut compter. Bravo si on régénère le secteur manufacturier et celui de la forêt, bravo si on réussit à transformer davantage dans les régions. Il y a trop longtemps que nos syndicats en arrachent : dans plusieurs entreprises de la foresterie (Résolu, White Birch), de l'aluminerie (Rio Tinto Alcan), pour ne prendre que ces exemples. Mais surtout, bravo si on est vraiment au rendez-vous pour l'emploi », conclut Michel Arsenault.

---

### **Nouvelle politique économique du gouvernement québécois - Le syndicat Unifor rappelle l'importance de prioriser l'achat de matériel de fabrication québécoise**

MONTREAL, le 8 oct. 2013 - Si le syndicat Unifor applaudit l'initiative du gouvernement Marois qui a présenté sa « Politique économique, Priorité emploi », hier, il s'inquiète aussi de l'absence d'indication claire sur l'importance de favoriser l'achat et la fabrication québécoise. « C'est évident qu'une politique qui met de l'avant la création d'emploi n'est pas pour nous déplaire, mais il faut absolument s'assurer que ce sont les travailleurs et travailleuses québécois qui en verront les retombées », a commenté Michel Ouimet, directeur québécois du syndicat Unifor.

En effet, le syndicat souligne que les politiques nationales en recherche et innovation, industrielle, développement du commerce extérieur et celle de stratégie d'électrification des transports doivent absolument être appuyées par une politique d'achat responsable des gouvernements qui favorise nos industries.

« Au Québec, nous avons une forte industrie de fabrication de véhicules de transport, entre autres, dans la fabrication d'autobus urbains. C'est pourquoi le gouvernement doit non seulement favoriser l'électrification des transports, mais aussi être responsable dans ses achats de matériel de transport. Il faut s'assurer que l'électrification des transports soit une initiative qui profite aux travailleurs et travailleuses québécois », a expliqué Sylvain Martin, directeur adjoint d'Unifor.

Dans ce contexte, le contenu québécois dans les équipements de transport achetés par le gouvernement du Québec et les municipalités doit absolument devenir une condition d'achat. Le syndicat Unifor représente des milliers de membres dans l'industrie manufacturière du transport, dont des centaines, à l'usine Nova Bus.

---

### **Enjeux énergétiques - La CSQ en faveur d'un fonds national d'efficacité énergétique**

MONTRÉAL, le 10 oct. 2013 - La Centrale des syndicats du Québec (CSQ) recommande au gouvernement de convier tout le Québec à un grand chantier sur l'efficacité énergétique. Dans ce cadre, serait lancé un nouveau Fonds national d'efficacité énergétique, une idée initialement proposée par le réseau des ingénieurs du Québec. Ce fonds aurait pour objectif de financer les mesures d'efficacité énergétique dans tous les secteurs d'activités économiques.

« Le Québec peut et doit faire mieux en matière d'efficacité énergétique. Pour y arriver, toutes et tous doivent mettre la main à la pâte. L'État doit prendre l'initiative en lançant un grand chantier national d'efficacité énergétique. Il s'agit de l'un des moyens incontournables pour atteindre l'ambitieuse cible de réduction des émissions de GES que le Québec s'est fixée » a déclaré Marc Nantel, vice-président de la CSQ.

### Mémoire

Dans son mémoire intitulé Enjeux énergétiques : faire du Québec une référence mondiale et soumis aujourd'hui dans le cadre de la consultation sur les enjeux énergétiques, la CSQ invite le gouvernement à mettre à profit les surplus actuels d'énergies renouvelables au Québec en accélérant l'électrification des transports. À cet égard, les annonces faites plus tôt cette semaine par le gouvernement dans le cadre de sa nouvelle politique économique sont de bon augure.

### Pour une industrie verte

Alors que le gouvernement du Québec doit annoncer plus tard aujourd'hui sa nouvelle politique industrielle, la CSQ l'encourage à soutenir activement le développement de l'industrie québécoise de la fabrication d'équipements de transport collectif et la filière des véhicules électriques. Il doit aussi soutenir la recherche et le développement dans ces domaines et dans les secteurs des énergies renouvelables et des technologies propres. Finalement, la CSQ recommande au gouvernement du Québec d'investir de façon prioritaire dans le développement et l'entretien des réseaux de transport collectif québécois, et de faciliter et promouvoir son utilisation.

### La CSQ, un acteur important en environnement

La préoccupation à l'égard de l'énergie et, plus largement, des enjeux environnementaux à la CSQ n'est pas nouvelle. « Nous avons fondé, il y a maintenant plus de 20 ans, le réseau des Établissements verts Brundtland (EVB). Ce réseau, qui regroupe aujourd'hui plus de 1 400 établissements provenant en majorité du milieu scolaire qui adhèrent aux valeurs EVB-CSQ, fait depuis longtemps la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et de la protection de l'environnement. Aujourd'hui, c'est tout le Québec qui doit se mobiliser pour faire en sorte qu'il soit une référence mondiale en matière d'efficacité énergétique » conclut Marc Nantel.

---

## **Organisation patronales et institutionnelles**

---

### **L'AQME salue les nouvelles mesures cherchant à allier efficacité énergétique et écoperformance pour le secteur manufacturier**

MONTRÉAL, le 7 oct. 2013 - Suite à la présentation par la Première ministre du Québec, Mme Pauline Marois, de la nouvelle politique économique du Québec, l'Association québécoise pour la maîtrise de l'énergie (AQME) est très heureuse de constater que le gouvernement québécois partage sa vision comme quoi il est possible d'allier verdissement de l'économie, efficacité énergétique et accroissement de la productivité.

L'AQME a toujours eu comme vision que les projets en efficacité énergétique représentent un potentiel non négligeable dans l'amélioration de la productivité industrielle. Elle est d'ailleurs intervenue dans le démarrage de plusieurs projets qui ont permis l'augmentation autant de la performance énergétique que de la productivité. C'est pourquoi elle voit d'un très bon œil la création du programme ÉcoPerformance qui permettra aux industriels de profiter d'une aide financière allant jusqu'à 75 % des dépenses admissibles pour des projets en efficacité énergétique. « Le programme ÉcoPerformance permettra aux industriels de profiter plus facilement de l'expertise bien établie en efficacité énergétique au Québec, et générera des projets qui seront gagnants pour tous » souligne Jean Lacroix, président-directeur général de l'AQME.

De plus, l'AQME considère l'intégration des exigences liées à la performance énergétique dans les appels d'offres comme un pas dans la bonne direction. Elle avait indiqué dernièrement dans son mémoire déposé à la Commission sur les enjeux énergétiques qu'il était nécessaire d'inclure ce type d'exigences si le Québec désirait mettre à l'avant-plan les technologies innovantes québécoises. Jean Lacroix ajoute que : « cette mesure permettra enfin de donner une vitrine de démonstration à un secteur dynamique de l'économie québécoise. »

L'AQME espère que la prochaine politique énergétique du Québec s'inscrira dans la même voie que cette nouvelle politique économique.

---

### **Surplus d'électricité : Le gouvernement du Québec transforme un problème en une véritable solution d'affaires**

MONTRÉAL, le 7 oct. 2013 - L'Association de l'industrie électrique du Québec (AIEQ) accueille favorablement la nouvelle politique économique annoncée aujourd'hui par le gouvernement du Québec. Malgré un cadre financier limité, le gouvernement a réussi à proposer une politique équilibrée, tout en faisant des choix en fonction des marchés porteurs et en croissance.

« En tirant parti du savoir-faire électrique du Québec et en attirant des investissements étrangers grâce aux surplus d'électricité, le Québec opte pour une approche stratégique de développement », a expliqué Daniel Laplante, président-directeur général de l'AIEQ. « Le gouvernement du Québec a eu raison de miser sur l'industrie électrique du Québec. Une industrie qui, depuis plusieurs décennies, a fortement contribué à la richesse collective, à la réduction des émissions de gaz à effet de serre, à l'innovation et au positionnement du Québec à l'international. Cette politique vient consolider la position du Québec en tant qu'un des leaders de l'économie durable. »

Dans le cadre de la politique économique et de la consultation sur les enjeux énergétiques, l'AIEQ a mis de l'avant plusieurs occasions d'affaires à saisir, où le Québec a un avantage compétitif certain, dont l'électrification du transport et la mise en valeur du Nord québécois. En matière d'électrification des transports, le Québec dispose d'un bon noyau de constructeurs, d'assembleurs, d'experts en recherche et développement, de concepteurs et de fabricants de pièces et systèmes. Quant au Nord-du-Québec, il peut s'avérer extrêmement profitable pour les Québécois. Il est déjà reconnu pour son énorme potentiel minéral et plusieurs projets sont actuellement en développement.

Quant aux surplus d'électricité, l'approche tarifaire proposée par le gouvernement du Québec pour attirer les investissements étrangers est responsable, puisqu'elle n'engage pas le gouvernement à long terme, en plus de représenter un certain attrait pour les investissements étrangers.

Sur le plan du commerce mondial, l'AIEQ rappelle qu'il y aura des investissements de plusieurs milliards de dollars qui seront consacrés aux infrastructures de production, de transport et de distribution d'électricité sur l'ensemble des territoires canadien et américain d'ici à 2030. Ces investissements sont nécessaires puisque les équipements ont

atteint la fin de leur vie utile. Ces investissements visent l'ensemble des installations de l'Amérique du Nord et ils offrent de multiples occasions d'affaires que l'industrie électrique du Québec doit saisir.

Selon le président-directeur général de l'AIEQ, cette politique économique, grâce à ses différentes mesures, contribuera à attirer des joueurs de classe mondiale, tout en accompagnant les entreprises sur le marché américain.

---

### **STIQ salue les dispositions de la Politique économique en faveur du renforcement des chaînes d'approvisionnement**

MONTRÉAL, le 7 oct. 2013 - STIQ se réjouit de l'importance accordée au renforcement des chaînes d'approvisionnement manufacturières dans la Politique économique, dévoilée ce midi par le ministre des Finances et de l'Économie du Québec, M. Nicolas Marceau. En effet, lors d'une présentation à huis-clos de cette politique, STIQ a été heureuse de constater que plusieurs de ses propositions en matière de développement et de consolidation des chaînes de valeur feraient partie de la nouvelle stratégie gouvernementale.

« STIQ adhère aux propositions du gouvernement en ce qui concerne l'amélioration de la performance des PME, l'adaptation de leur expertise aux besoins des donneurs d'ordres et l'engagement de ces derniers dans le développement de leurs fournisseurs » mentionne M. Normand Voyer, vice-président exécutif de STIQ. L'association considère en effet qu'il s'agit là d'éléments clés pour permettre aux entreprises d'ici d'intégrer les chaînes des grands joueurs mondiaux. Grâce à ces initiatives, les PME seront en mesure de créer des emplois de qualité et de la richesse pour tout le Québec.

De plus, afin de mesurer l'impact de cette politique, le gouvernement évaluera l'investissement des PME en R&D et en technologies de pointe, deux aspects critiques de la productivité des entreprises, tel que mentionné récemment dans le Baromètre industriel québécois, une étude réalisée par STIQ auprès de 400 PME manufacturières.

L'association est fière de contribuer à la mise en oeuvre de cette stratégie, qui concorde parfaitement avec sa mission.

À propos de STIQ

STIQ est une association d'entreprises manufacturières québécoises qui a pour mission d'améliorer l'efficacité de la chaîne d'approvisionnement en aidant les fournisseurs à se développer, à diversifier leur clientèle et à identifier des opportunités d'affaires auprès des donneurs d'ordres. Elle offre des services professionnels et techniques de recherche, d'évaluation et d'accompagnement d'entreprises en plus d'organiser de nombreux événements de maillage et de contenu.

---

### **Politique économique Priorité emploi du gouvernement du Québec - Innovation, performance et exportations : le gouvernement va dans le bon sens en reconnaissant la priorité manufacturière**

MONTRÉAL, le 7 oct. 2013 - Manufacturiers et exportateurs du Québec (MEQ) salue l'énoncé de la nouvelle politique économique du gouvernement du Québec dans laquelle est largement reconnu le moteur que constitue le secteur manufacturier pour la prospérité du Québec. Conformément au regain d'intérêt observé dans tous les pays occidentaux pour le dynamisme industriel de leur économie, le gouvernement du Québec a ainsi proposé aujourd'hui des avenues qui répondent à la fois au besoin de mieux activer l'innovation et la fabrication de produits à valeur ajoutée, de toujours plus favoriser la croissance des petites et des moyennes entreprises et de mieux placer le Québec sur les marchés internationaux. « Nous ne pouvons recevoir cette politique qu'avec enthousiasme : elle

reconnait la priorité manufacturière et, au fil des mesures annoncées, semble considérer l'ensemble de la chaîne de production », a mentionné Simon Prévost, président de MEQ.

### Urgence et réalisme(

Le gouvernement a élaboré cette politique économique en proposant à la fois des mesures immédiates et d'autres qui s'inscriront dans une vision de moyen long terme. Le gouvernement du Québec semble ainsi admettre que les entreprises du Québec ont besoin d'un coup de pouce imminent, dans un contexte économique qui reste trop incertain pour investir de manière significative. Tout en reconnaissant la justesse avec laquelle le gouvernement du Québec a centré sa politique, MEQ souhaite rappeler que l'amélioration des conditions d'affaires est une urgence et que la concurrence internationale ne nous permet plus de manquer la cible à cet égard. « Les entreprises du Québec sont devenues impatientes : il leur manque un climat d'investissement qui soit, de manière permanente, propice à leurs défis de croissance. Nous n'avons pas le droit à l'erreur et nous attendons le dévoilement et les détails des quatre grands volets de cette politique pour vérifier le réalisme de la vision gouvernementale et la portée des mesures annoncées », a ajouté M. Prévost.

### Des mesures immédiates qui sont globalement positives

(Parmi les avenues positives énoncées aujourd'hui, MEQ retient l'utilisation des surplus en électricité pour attirer des investissements et créer des emplois. Bien qu'il faille valider l'intérêt concret de cette mesure pour les entreprises, MEQ salue la volonté du gouvernement de mettre à profit l'avantage hydroélectrique du Québec au bénéfice de notre prospérité. Les changements structurels qui s'observent actuellement sur les marchés de l'énergie rendent, en effet, l'hydroélectricité québécoise moins compétitive et il conviendra d'ajuster les tarifs industriels au bénéfice de notre développement.

De plus, le gouvernement du Québec a proposé trois mesures fiscales qui vont directement favoriser les entreprises manufacturières : la réduction de 300 millions de dollars à 200 millions de dollars du seuil d'investissement pour avoir droit au congé d'impôt pour les grands projets d'investissement ; des bonifications aux crédits d'impôt à l'investissement pour les PME manufacturières et un crédit d'impôt de 25 % sur les dépenses d'intégration des technologies de l'information. « Le gouvernement vise juste en cherchant à stimuler l'investissement dans le secteur manufacturier. C'est par le secteur manufacturier que le Québec peut valoriser ses innovations et relancer les exportations » selon Simon Prévost.

### Le gros bémol : la fiscalité doit pleinement jouer son rôle économique(

Le gouvernement va très prochainement dévoiler les grands chapitres de cette politique économique : a priori, les quatre volets offerts dans l'énoncé de la Politique économique vont dans le bon sens. MEQ aimerait néanmoins formuler un bémol face à cette politique économique : si les subventions et les crédits d'impôt sont globalement positifs, ils ne sont pas nécessairement suffisants pour permettre à la fiscalité de jouer son rôle de catalyseur économique. « Nos membres attendent, en complément de la politique industrielle, une ouverture pour la réduction du poids des ponctions fiscales sur la masse salariale et un plan de réduction des taux statutaires d'imposition sur les revenus des entreprises », a ajouté, pour conclure, M. Prévost.

À propos de MEQ([meq.ca](http://meq.ca))

Manufacturiers et exportateurs du Québec (MEQ) est une association dont la mission est d'améliorer l'environnement d'affaires et d'aider les entreprises manufacturières et exportatrices à être plus compétitives sur les marchés locaux et internationaux grâce à son leadership, son expertise, son réseau et la force de ses membres. Les cinq piliers de son action sont : représentation politique, information stratégique, occasions d'affaires, meilleures pratiques et réseautage. MEQ est une division de Manufacturiers et exportateurs du Canada (MEC), la plus importante association commerciale et industrielle au pays fondée en 1871.

---



### Politique économique du Québec - Le Conseil du patronat du Québec se réjouit de voir les questions économiques mises de l'avant

MONTRÉAL, le 7 oct. 2013 - Après avoir dressé un portrait économique fragile pour le Québec dans son Bulletin de la prospérité du Québec 2013 et avoir invité tous les intervenants économiques du Québec à travailler ensemble pour favoriser une prospérité accrue, le Conseil du patronat du Québec se réjouit de voir enfin les questions économiques prendre le devant de la scène, puisqu'il en va de l'intérêt de tous les Québécois et Québécoises.

Au sujet de l'annonce d'aujourd'hui, le Conseil du patronat appuie les diverses mesures économiques présentées par la première ministre du Québec, Mme Pauline Marois, et le ministre des Finances, M. Nicolas Marceau.

« La majorité des interventions proposées, que ce soit en matière de productivité, d'innovation ou de commercialisation, vont dans la bonne direction et nous les appuyons sans réserve. Beaucoup répondent même à plusieurs demandes exprimées par différents acteurs économiques, notamment les petites et moyennes entreprises, au cours des dernières années. Les entreprises manufacturières peuvent certes se réjouir de la panoplie de mesures proposées. Malheureusement, il nous apparaît préoccupant de constater qu'à travers cette pluie de mesures, on ne peut déceler de véritable plan stratégique qui vise résolument les déterminants de la prospérité, tels que la réglementation, la fiscalité globale et l'environnement d'affaires », a déclaré le président du Conseil du patronat, M. Yves-Thomas Dorval.

Le Conseil du patronat appuie notamment la décision d'utiliser les surplus d'hydroélectricité pour offrir des incitatifs additionnels aux entreprises qui souhaitent investir ici. Par ailleurs, il semblerait encore plus porteur de concentrer nos efforts collectifs pour créer un climat d'affaires concurrentiel qui permettrait d'attirer en priorité de grands projets d'investissement sans avoir à mettre en place de nouveaux subsides de l'État, entre autres dans le secteur des ressources naturelles.

« Les annonces d'aujourd'hui constituent un pas dans la bonne direction. Toutefois, même si le "packaging" de mesures présentées aujourd'hui est attirant et semble également intéressant, il faudra bien plus pour propulser le Québec au niveau de la performance économique requise, surtout afin de libérer tout le potentiel extraordinaire qu'il possède. En cela, on ne doit pas négliger l'importance d'avoir un climat d'affaires favorable également aux grandes entreprises, dont les projets ont des retombées encore plus considérables », de conclure M. Dorval.

---

### Politique économique du gouvernement du Québec - L'UMQ satisfaite des mesures proposées

MONTRÉAL, le 7 oct. 2013 - Dans un climat d'incertitudes économiques qui persiste, l'Union des municipalités du Québec (UMQ) est heureuse de constater que le gouvernement propose un plan de match pour stimuler l'emploi. « Dans son Livre blanc « L'avenir a un lieu », l'UMQ soulevait de nombreuses inquiétudes et proposait plusieurs mesures afin que nos communautés soient plus durables, entreprenantes, créatives et ouvertes. La politique du gouvernement du Québec répond à plusieurs préoccupations concrètes du Livre blanc, comme l'innovation, l'attraction de la main-d'oeuvre, la qualité des infrastructures et le transport durable », a déclaré madame Suzanne Roy, trésorière de l'UMQ et mairesse de Sainte-Julie.

#### Infrastructures locales(

« Le choix de maintenir le niveau d'investissement dans les infrastructures municipales et de bonifier ceux destinés aux infrastructures communautaires et sportives contribuera à la vitalité de nos communautés et à la stimulation des économies locales et régionales. Cette vision répond aux volontés des représentants municipaux de construire des communautés plus accueillantes pour attirer une main-d'oeuvre de qualité et ainsi permettre aux municipalités

québécoises d'être plus compétitives sur la scène internationale », a souligné monsieur Éric Forest, président de l'UMQ et maire de Rimouski. L'UMQ rappelle que les besoins sont encore grands avec une valeur d'infrastructures municipales qui dépasse les 200 milliards \$ d'actif.

L'UMQ accueille aussi favorablement l'engagement du gouvernement envers les communautés du Nord grâce entre autres aux investissements dans les infrastructures publiques. L'appui du gouvernement en faveur du développement du Nord est essentiel pour les communautés nordiques. L'UMQ surveillera avec attention le détail de cet engagement.

### Électrification des transports(

Le développement de la filière des transports permet à la fois de miser sur l'expertise québécoise et développer notre économie tout en améliorant la durabilité des transports terrestres. La politique économique du gouvernement du Québec reconnaît cette expertise et met en oeuvre des éléments structurants pour donner l'impulsion dont nous avons besoin pour devenir de vrais leaders. L'UMQ salue la création de l'Institut du transport électrique et offre toute sa collaboration au gouvernement du Québec pour arrimer le mandat aux entités déjà existantes et aux réalités territoriales.

En effet, l'électrification des transports est une composante majeure de la mobilité durable et les municipalités sont en ce sens des actrices engagées dans ce changement. D'ailleurs, plusieurs municipalités québécoises oeuvrent activement à l'accélération de ce virage en établissant des partenariats avec Hydro-Québec pour le déploiement de bornes pour véhicules électriques ou en planifiant l'électrification de leur réseau de transport collectif. L'UMQ fera des propositions concrètes dans le cadre des consultations de la future politique énergétique du gouvernement du Québec et s'attend à des engagements financiers majeurs dans la future Politique québécoise de mobilité durable.

### Innovation et numérique

(L'innovation est au coeur du virage économique que nous vivons et l'objectif de l'UMQ est de créer des communautés plus entreprenantes et plus créatives. Les mesures soutenant l'innovation permettront certainement aux entreprises, notamment les petites et moyennes, de créer des emplois et de croître plus rapidement. Certaines entreprises manufacturières, dont celles en territoire municipal mono-industriel, pourront ainsi se renouveler et s'adapter à l'économie contemporaine. Cependant, la politique économique demeure timide concernant l'intégration des technologies au sein des entreprises et l'UMQ s'attend donc au dépôt d'une stratégie numérique ambitieuse au cours des prochains mois.

### Industries vertes(

Pour développer l'économie québécoise, il faut d'abord miser sur les forces territoriales, accompagner les industries traditionnelles dans leur virage et faire face aux enjeux environnementaux. La filière énergétique répond à ces prérogatives puisqu'elle génère des emplois localement, mise sur des ressources locales, permet de développer une expertise spécialisée, et ce tout en favorisant l'indépendance énergétique du Québec. L'UMQ est heureuse de constater que la nouvelle politique accentue le virage vers une économie québécoise plus verte et rappelle que récemment, elle avait fait des représentations pour le développement de la filière éolienne dans les régions du Québec.

La politique gouvernementale reconnaît aussi l'importance des acteurs locaux et l'UMQ salue la confirmation du rôle des CLD et des créneaux Accord et le maintien de leur financement pour soutenir tous les entrepreneurs québécois.

### Politique économique du Québec - Des mesures intéressantes pour les PME du Québec

MONTRÉAL, le 7 oct. 2013 - La Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI) salue certaines mesures en faveur des PME contenues dans la politique économique du Québec dévoilée par le ministre Nicolas Marceau aujourd'hui à Montréal.

« Nous sommes d'abord satisfaits que l'on parle d'économie, une priorité importante pour les chefs d'entreprise. Par ailleurs, plusieurs mesures de la politique s'adressent aux PME qui, rappelons-le, sont le poumon de notre économie. Pensons notamment au crédit d'impôt ÉcoRénov et à la bonification du crédit d'impôt à l'investissement pour les PME manufacturières », affirme Martine Hébert, vice-présidente Québec et porte-parole nationale de la FCEI.

Toutefois, la FCEI tient à rappeler que ce type de mesures n'est bénéfique que pour certaines entreprises et qu'il est aussi nécessaire de s'assurer que le climat d'affaires au Québec est propice au développement et à la croissance de l'ensemble de nos entreprises. « Lorsque la fiscalité et la réglementation sont favorables, les entreprises vont d'elles-mêmes investir et créer de nouveaux emplois sans que le gouvernement ne soit obligé d'investir des fonds publics. Quand on sait qu'au Québec, les taxes sur la masse salariale sont 45 % plus élevées que dans le reste du Canada, on comprend qu'on n'incite peu les entreprises à créer davantage d'emplois », poursuit madame Hébert.

Enfin, bien que la FCEI salue les mesures destinées aux PME, elle entend continuer ses représentations auprès des différents paliers de gouvernement afin qu'ils mettent en place un environnement fiscal et réglementaire favorable à l'émergence et à la croissance des PME québécoises.

---

### Politique économique du gouvernement du Québec : La FCCQ salue les mesures destinées aux PME

MONTRÉAL, le 7 oct. 2013 - La Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ) estime que le gouvernement du Québec a dévoilé aujourd'hui plusieurs mesures intéressantes en matière de développement économique et de création d'emplois.

« Bien que limité dans ses actions par la situation critique des finances publiques, le gouvernement met enfin le cap sur l'économie et l'emploi », selon la présidente-directrice générale de la FCCQ, madame Françoise Bertrand. « Dans ce qui a été annoncé aujourd'hui, il y a beaucoup de mesures liées à la croissance des PME, ce qui est heureux. Mais il y a malheureusement peu de mesures prévues pour les grandes entreprises et pour les grands projets, ceux-là mêmes qui sont susceptibles de créer des emplois de qualité et de générer des retombées fiscales à court terme ».

Dans ce qui a été annoncé aujourd'hui, la FCCQ salue entre autres les initiatives suivantes pour lesquelles elle a milité au cours des derniers mois :

l'instauration d'un crédit d'impôt pour la rénovation verte ;

la majoration de 10 points de pourcentage des taux majorés du crédit d'impôt pour les PME manufacturières ;

l'instauration d'un crédit d'impôt sur les dépenses d'intégration des technologies de l'information ;

la bonification du crédit d'impôt à l'investissement pour les PME manufacturières.

Ressources naturelles : go, no go ?

En ce qui a trait au développement des industries liées à l'exploitation des richesses naturelles, les documents déposés aujourd'hui semblent démontrer que l'appui au développement des projets monte d'un cran, mais la FCCQ est toujours en attente de gestes concrets. « En cette matière, études et intentions de suffiront pas ! », ajoute madame Bertrand.

En matière d'hydrocarbures, le gouvernement reconnaît les avantages économiques des projets d'oléoducs qui permettraient d'acheminer du pétrole albertain au Québec, mais reste toujours timide quant à la réalisation de plusieurs grands projets essentiels au développement du Québec comme Anticosti, Gaspé et Old Harry.

La FCCQ recommande notamment au gouvernement de définir rapidement le cadre légal et réglementaire entourant l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures et de laisser l'Office national de l'énergie faire son travail quant au projet d'inversion du pipeline de la ligne 9.

Plusieurs autres projets dans les industries de l'aluminium (Alouette phase III, Arvida RP60, Alma 2, etc.) et des mines (Lac Bloom, Labrador City Pointe-Noire, etc.) sont aussi en attente de mesures favorables et/ou d'un cadre réglementaire attrayant, stable et transparent.

Pour une agence d'analyse économique

Au sujet de grands projets de ce type, et ce, dans tous les secteurs d'activité, la FCCQ réitère une fois de plus son souhait de voir la mise en place d'une agence de développement économique qui pourrait se pencher sur le volet économique des grands projets et, ainsi, fournir au grand public des informations objectives sur la valeur de ceux-ci.

Électrification des transports ET autres sources d'énergie

En ce qui a trait aux volontés du gouvernement en matière d'électrification des transports, la FCCQ rappelle qu'elle est favorable à de nouvelles alternatives vertes, mais qu'il faut demeurer réaliste en ce qui a trait à la vitesse à laquelle les changements vont s'effectuer.

Bien que l'hydroélectricité soit une force réelle pour le Québec et qu'il faille continuer de s'en servir pour, entre autres, attirer des investissements privés d'ici ou d'ailleurs, on ne peut mettre tous nos oeufs dans le même panier. La FCCQ milite donc pour le développement et l'utilisation efficiente des différentes sources d'énergie : l'hydroélectricité, le pétrole, le gaz naturel, l'éolien, l'énergie solaire, la biomasse, etc.

Il est notamment primordial que la future politique énergétique du Québec reconnaisse formellement le rôle important du gaz naturel dans l'économie québécoise d'autant plus que cette forme d'énergie constitue une matière première pour certaines industries qui ne peut être remplacée par l'électricité.

Déficit zéro : garder le cap

La FCCQ s'en voudrait de ne pas profiter de l'occasion pour rappeler au gouvernement l'importance de garder le cap sur l'équilibre budgétaire.

Le maintien du respect de l'engagement de respecter l'équilibre budgétaire ne peut que renforcer la crédibilité du Québec auprès du secteur financier et contribuera à maintenir les taux d'emprunt et à diminuer la part du service de la dette par rapport à l'ensemble des dépenses.

Elle invite donc toujours le gouvernement à réduire les dépenses et les mesures visant la tarification de certains services gouvernementaux et de l'électricité, et à réduire les dépenses de programmes.

### **La Politique économique du gouvernement du Québec : la communauté d'affaires salue l'effort du gouvernement pour stimuler la croissance à court terme, mais s'inquiète du peu d'accent mis sur la métropole**

MONTRÉAL, le 7 oct. 2013 - La Chambre de commerce du Montréal métropolitain accueille avec intérêt la politique économique présentée aujourd'hui par le ministre des Finances et de l'Économie, Nicolas Marceau. « L'économie du Québec montre des signes d'essoufflement inquiétants depuis plusieurs mois. Le plan présenté aujourd'hui propose une bouffée d'oxygène dont notre économie a bien besoin à court terme. Cependant, le vrai test sera de favoriser un environnement d'affaires qui rassure les entreprises et qui redonne à la métropole son rôle de locomotive économique », a déclaré le président et chef de la direction de la Chambre, M. Michel Leblanc.

« Le gouvernement a fixé des objectifs ambitieux, que nous appuyons. Le défi demeure de créer un environnement d'affaires qui incite les entreprises à investir d'elles-mêmes sans avoir besoin d'incitatifs gouvernementaux. Il s'agit d'une condition essentielle pour favoriser une croissance soutenue à plus long terme », a ajouté Michel Leblanc.

« Enfin, nous sommes inquiets de constater que cette politique ne propose pas d'actions concrètes pour relancer la métropole dans son rôle de locomotive économique du Québec. L'économie de la métropole a connu un affaiblissement depuis la dernière année. On ne peut supposer que seul un plan de développement économique pour l'ensemble de la province permettra de changer le cap. Nous nous attendons donc à ce que les politiques qui seront annoncées prochainement accordent plus d'importance au développement économique de la région métropolitaine de Montréal », a conclu Michel Leblanc.

---

### **Les jeunes Québécois : les grands oubliés de la politique économique**

MONTRÉAL, le 7 oct. 2013 - À l'occasion du dévoilement de la politique économique Priorité emploi du gouvernement du Québec, le Réseau des carrefours jeunesse-emploi constate que les grands oubliés sont les jeunes du Québec et l'action des CJE auprès d'eux.

Alors que le Québec fait face à un taux de chômage de 14,7% chez les 15-24 ans, que le marché de l'emploi se dirige vers une rareté imminente de la main-d'oeuvre à cause des nombreux départs à la retraite, aucune mesure concrète d'employabilité ne s'adresse aux jeunes Québécois, alors que ceux-ci occuperont plus de 56% des postes à pourvoir d'ici les prochaines années.

Au-delà du nombre d'emplois créés, le RCJEQ croit que ceux-ci doivent prendre en considération les besoins du marché du travail. À ce titre, nous sommes en droit de se demander quelle place l'adéquation entre la formation et l'emploi occupera au sein cette politique économique.

Les CJE du Québec se sont vus confier le mandat de sensibilisation à l'entrepreneuriat jeunesse en 2004 par le gouvernement du Québec. Depuis près de 10 ans que les CJE partout au Québec s'activent à promouvoir les valeurs entrepreneuriales. Or, cette action performante et incontournable n'est pas mentionnée au fil de la politique économique Priorité emploi lorsqu'il s'agit du développement de la culture entrepreneuriale. « Nous aurions certainement pu apprécier cette marque de reconnaissance par le gouvernement du Québec d'autant plus que l'action des CJE partout au Québec contribue au développement du leadership économique de chaque milieu dans lequel les CJE sont présents », a affirmé Monique Sauvé, présidente du Réseau des carrefours jeunesse-emploi du Québec.

Rappelons que les carrefours jeunesse-emploi sont issus de la volonté et de la concertation des partenaires du milieu et ont pour mission l'amélioration des conditions de vie des jeunes adultes âgés de 16 à 35 ans en les accompagnant dans leur démarche d'insertion sociale, professionnelle et économique. Ce sont plus de 60 000

jeunes qui fréquentent annuellement les 111 carrefours-jeunesse emploi du Québec. Le Réseau des carrefours jeunesse-emploi du Québec est soutenu financièrement par le Secrétariat à la jeunesse, dans le cadre de la Stratégie d'action jeunesse 2009-2014.

---

### **Politique économique : Priorité emploi - La Fondation de l'entrepreneurship salue la reconnaissance de l'entrepreneuriat comme moteur de l'économie québécoise**

QUÉBEC, le 8 oct. 2013 - La Fondation de l'entrepreneurship est heureuse de constater que la nouvelle Politique économique du gouvernement québécois accorde une place prépondérante à l'entrepreneuriat et à des actions intégrées visant le soutien des entrepreneurs et leur croissance tant nationale qu'internationale.

« Il est important de reconnaître l'entrepreneuriat comme vecteur de prospérité sociale et économique, et la nouvelle politique économique du gouvernement québécois pose des jalons en ce sens, a déclaré Alain Aubut, président-directeur général de la Fondation de l'entrepreneurship. D'une intention d'entreprendre jusqu'au transfert de son entreprise, l'entrepreneur doit pouvoir être accompagné à chaque étape de cette grande « chaîne entrepreneuriale » et bénéficier d'un continuum de service cohérent et adapté à ses besoins. La Fondation voit en la notion d'approche intégrée et concertée de la politique un pas dans cette direction. »

La Fondation est également sensible à la volonté gouvernementale de développer l'entrepreneuriat dans un axe régional, avec les Tables d'action en entrepreneuriat. Favorisant la prise en charge du développement entrepreneurial par les leaders locaux, la Fondation voit dans cette mesure une façon concrète de légitimer l'importance de l'entrepreneuriat ; en mobilisant notamment les gens d'affaires, les citoyens, les acteurs publics et privés et le milieu scolaire.

Enfin, soulignons également la volonté de la politique de non seulement stimuler l'entrepreneuriat, un écosystème essentiel à la création d'entreprises et donc d'emplois, mais également d'offrir des outils afin de favoriser l'innovation et l'internationalisation de nos entreprises.

« L'entrepreneuriat québécois vit une période d'effervescence incroyable, prenant les allures d'un mouvement collectif qui ne cesse de prendre de l'ampleur dans toutes les sphères de notre société. Nous vivons dans une ère où les défis climatiques, économiques et sociaux sont immenses... La Fondation est convaincue que les entrepreneurs sont les plus grands agents de transformation de cette ère et c'est entièrement vers eux que nos actions sont dirigées », de conclure Alain Aubut.

---

### **Politique économique du gouvernement du Québec - 170 millions de dollars pour l'essor du tourisme au Québec**

QUÉBEC, le 7 oct. 2013 - L'Association québécoise de l'industrie touristique (AQIT) accueille avec grand enthousiasme les nouveaux investissements de la politique économique pour soutenir le développement du tourisme.

Mise en oeuvre du Plan de développement de l'industrie touristique(

« Dès l'arrivée en place du gouvernement Marois, la première ministre nommait le tourisme parmi les secteurs importants de l'économie dans lesquels le Québec se devait de promouvoir et d'encourager l'investissement privé », rappelle Yan Hamel, président de l'AQIT.

L'annonce de 170 millions de dollars de nouveaux investissements en tourisme vient appuyer de façon claire et concrète la mise en oeuvre du Plan de développement de l'industrie touristique 2012-2020, qui fait consensus au sein de l'industrie.

Le gouvernement donne aujourd'hui au tourisme les moyens de ses ambitions en assurant le déploiement des stratégies de mise en valeur du St-Laurent et de l'hiver qui visent à distinguer la destination québécoise sur le marché international. Les nouveaux investissements permettront aussi à des attraits stratégiques de se renouveler et à d'autres de voir le jour. Par ailleurs, une offensive promotionnelle à l'international sera déployée.

De nouveaux emplois en tourisme(

À terme, la politique économique aura pour effet la création de 23 000 nouveaux emplois touristiques ainsi que l'ajout de 2,6 milliards de dollars annuellement aux recettes touristiques, qui sont actuellement de quelque 13 milliards de dollars.

Le Québec prend un virage important vers l'emploi et la création de richesses en appuyant son industrie touristique. Le tourisme mondial est une industrie de mille milliards de dollars et on prévoit qu'elle connaîtra une croissance annuelle de 3,3 % jusqu'en 2030. « L'annonce d'aujourd'hui démontre clairement que le gouvernement croit en la capacité de l'industrie d'obtenir sa part de la croissance du tourisme international », s'enthousiasme M. Hamel. L'ajout du secteur touristique au Comité consultatif d'Export Québec renforce la position de levier économique du tourisme, actuellement 4e secteur d'exportation du Québec avec ses 2,2 milliards de dollars en revenus d'exportation.

« Des choix porteurs ont été faits par Mme Marois et M. Marceau. Investir dans le tourisme, c'est créer de la richesse au Québec », termine Yan Hamel.

L'Association québécoise de l'industrie touristique (AQIT), rassemble, concerté et représente les entreprises et les associations du secteur afin de promouvoir et défendre les intérêts et assurer le développement d'une industrie touristique durable au Québec.

---

### **Politique économique du gouvernement - Prémisse aux enjeux de compétitivité de la filière bois**

QUÉBEC, le 8 oct. 2013 - Suite à l'annonce de la politique économique du gouvernement du Québec, présentée aujourd'hui par la Première ministre, Mme Pauline Marois, accompagnée du ministre des Finances et de l'Économie, M. Nicolas Marceau, le Conseil de l'industrie forestière du Québec (CIFQ) constate que le gouvernement propose des mesures visant à concrétiser sa volonté de promouvoir la filière bois comme leader d'une nouvelle économie verte. Rappelons que l'industrie est en pleine transformation et que cette annonce vient supporter ses efforts de changement.

Toutefois, eu égard à l'importance des enjeux auxquels est confrontée la filière bois, le CIFQ rappelle au gouvernement que lors du prochain Rendez-vous de la forêt québécoise, il ne devra pas perdre de vue ses objectifs, dont l'élément majeur est la priorité de l'emploi. Cela sera possible en s'assurant d'abord que le Québec offre un environnement concurrentiel comparable à celui de l'Ontario ou de la Colombie-Britannique, ce qui permettra de créer un contexte d'affaires essentiel au maintien des 61 000 emplois directs de la filière bois. Pour ce faire, le gouvernement devra déployer les moyens appropriés. « Il faut que le Rendez-vous apporte des solutions concrètes aux énormes enjeux de compétitivité auxquels sont soumis nos entreprises, notamment, l'accès à la fibre et ses coûts, ainsi que la transformation de l'industrie par l'innovation et le développement de produits et de nouveaux marchés », a souligné M. André Tremblay, président-directeur général du CIFQ.

« Le CIFQ souhaite que le Rendez-vous débouche sur des mesures concrètes face à ces enjeux et qu'il prévoit des engagements quant à l'évaluation et au suivi de ces mesures », a conclu M. Tremblay.

---

### **Politique économique : la FQM salue les mesures de soutien au développement des régions**

QUÉBEC, le 8 oct. 2013 - La Fédération québécoise des municipalités (FQM) accueille favorablement les différentes mesures devant favoriser le développement des régions contenues dans la Politique économique Priorité emploi annoncée, hier, par la première ministre, Mme Pauline Marois, et le ministre des Finances et de l'Économie, M. Nicolas Marceau.

« Dans un contexte de ralentissement économique, le gouvernement lance un signal aux régions à l'effet qu'il entend les soutenir », déclare le président de la FQM, M. Bernard Généreux.

Parmi les mesures annoncées, plusieurs visent à favoriser l'innovation en région. C'est le cas, notamment, du montant de 100 millions de dollars alloué pour le secteur forestier, dont 33 millions de dollars pour le développement de produits d'avenir. Des enveloppes sont aussi prévues pour soutenir l'industrie serricole et pour des écoles de formation professionnelle en région.

Ces mesures sont d'autant plus les bienvenues qu'elles s'ajoutent à l'annonce effectuée par la première ministre Marois lors du congrès de la FQM, le 26 septembre, d'une enveloppe de 470 millions de dollars sur 10 ans pour la troisième phase de la Politique nationale de la ruralité.

La FQM salue la réaffirmation du rôle incontournable des CLD en matière de développement économique régional ainsi que la volonté gouvernementale de renouveler les ententes de gestion de ceux-ci. Il en va de même pour la création des Tables d'action en entrepreneuriat sur lesquelles siègeront dans chaque région des représentants du milieu municipal et des CLD.

Enfin, la Politique prévoit l'utilisation des surplus d'électricité comme fer de lance pour attirer de nouveaux investisseurs, une vision d'avenir mise de l'avant par la FQM depuis longtemps. Elle souhaite donc que cette intention gouvernementale se traduise dans la prochaine stratégie énergétique par un soutien aux filières énergétiques communautaires.

« Ces filières constituent une opportunité unique de doter les communautés d'un puissant levier de développement en misant sur des ressources propres et renouvelables présentes sur leur territoire », rappelle en conclusion M. Généreux.

On voit loin pour notre monde

Depuis sa fondation en 1944, la Fédération québécoise des municipalités s'est établie comme l'interlocuteur incontournable des municipalités et des régions du Québec. Visant constamment à défendre l'autonomie municipale, elle privilégie les relations à l'échelle humaine et tire son inspiration de l'esprit de concertation et d'innovation de ses quelque 1000 municipalités et MRC membres.

---

### **Politique économique du gouvernement du Québec : Des initiatives importantes pour le développement des attractions touristiques et des événements**

MONTRÉAL, le 9 oct. 2013 - La première ministre du Québec, Pauline Marois, avait d'excellentes nouvelles à annoncer mardi dernier, en particulier pour les attractions touristiques et les événements. En effet, la Politique



économique du Québec fait une place importante au renouvellement de l'offre, à l'amélioration des infrastructures, au développement de produits et à la promotion des attraits, toutes des mesures dont Festivals et Événements Québec (FEQ) et la Société des Attractions Touristiques du Québec (SATQ) ne peuvent qu'être ravis.

Des investissements de plus de 15 millions de dollars dans les attraits stratégiques du Québec (Parmi les nouveaux investissements annoncés, 15,8 millions de dollars seront investis sur une période de trois ans dans les attraits stratégiques de la province afin de contribuer au renouvellement de l'offre touristique. Pour FEQ-SATQ, cette initiative vient compléter à merveille le Programme d'appui au développement des attraits touristiques et le Fonds tourisme PME annoncés l'hiver dernier par le gouvernement Marois. Selon une étude menée par FEQ-SATQ auprès de ses membres en mars 2013, 182 projets de développement étaient prévus d'ici les cinq prochaines années et plus de 20 % de ces projets étaient de l'ordre de plus d'un million de dollars.

Dans ce contexte, ces nouvelles sommes d'argent disponibles permettront l'aboutissement de plusieurs de ces projets de développement.

55 millions de dollars d'investissements pour moderniser les installations de la Sépaq (Dans le cadre du Plan québécois des infrastructures, le gouvernement procédera à une accélération des investissements publics pour, entre autres, la rénovation et la modernisation d'installations gérées par la Société des établissements de plein air du Québec (Sépaq). Pour FEQ-SATQ, ces investissements de 55 millions de dollars contribueront de façon significative à l'amélioration de la qualité de l'offre des attractions touristiques sur les marchés internationaux. D'ailleurs, FEQ-SATQ réalise chaque année une campagne promotionnelle sur les marchés extérieurs limitrophes qui présente une trentaine d'attractions incontournables estivales et hivernales et que les visiteurs anglophones peuvent découvrir sur le site [www.quebecmusts.com](http://www.quebecmusts.com). Parmi celles-ci, cinq sont des établissements de la Sépaq, considérées comme des locomotives pour le Québec grâce à leur fort potentiel attractif, leur authenticité, leur renommée sur les marchés étrangers et leurs infrastructures de grande qualité.

Investir dans les avantages comparatifs du Québec et dans la promotion (Selon la Politique économique déposée mardi, le Québec doit profiter de l'accroissement du volume de touristes à l'échelle mondiale pour mettre de l'avant ses nombreux attraits et susciter l'intérêt des touristes. Pour ce faire, il faut investir dans ses avantages concurrentiels et dans la promotion. Dans cette optique, le fleuve Saint-Laurent et le Québec hivernal sont priorisés et de nouveaux investissements permettront leur mise en valeur. De plus, une enveloppe de 12 millions de dollars sera investie afin d'intensifier les actions promotionnelles du Québec sur les marchés traditionnels et émergents. FEQ-SATQ aspire à ce que les attractions et les événements, qui sont au cœur de l'expérience touristique, trouvent leur juste place au milieu des images et messages véhiculés qui visent à accroître la notoriété du Québec et à la présenter comme une destination originale, humaine et authentique.

Selon Pierre-Paul Leduc, directeur général de FEQ-SATQ, « tous les nouveaux investissements prévus en tourisme dans la Politique économique du gouvernement viendront, sans aucun doute, appuyer de façon significative la réalisation du Plan de développement de l'industrie touristique 2012-2020 auquel le tandem FEQ-SATQ collabore activement. On ne peut que se réjouir de l'importance accordée au développement de produits. Avec cette nouvelle Politique économique, le gouvernement donne les moyens à ses festivals, événements et attractions touristiques de contribuer à l'économie du Québec en tant que créateur important de richesses et d'emplois ».

Respectivement fondés en 1975 et 1992, Festivals et Événements Québec (FEQ) et la Société des Attractions Touristiques du Québec (SATQ) sont deux organismes à but non lucratif ayant pour mission de regrouper les festivals, événements et attractions touristiques, de les promouvoir et de leur offrir des services qui favorisent leur développement.

---

### Organisation populaires

---

### **Audace, cohérence et vision : l'AQLPA salue le virage vert que soutient le gouvernement du Québec**

ST-LÉON-DE-STANDON, QC, le 7 oct. 2013 - L'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA) tient à saluer le virage vert soutenu par plusieurs éléments de la nouvelle politique économique présenté aujourd'hui par la première ministre du Québec, Pauline Marois et le ministre des Finances Nicolas Marceau.

L'électrification des transports représente un instrument efficace et responsable pour réduire notre dépendance au pétrole et réduire nos émissions de GES. « Nous sommes ravis et soutenons le développement du monorail électrique » déclare André Bélisle, président de l'AQLPA.

L'utilisation des surplus d'électricité pour réduire davantage le recours aux combustibles fossiles dans l'industrie et le chauffage des bâtiments est aussi un outil utile et nécessaire. Favoriser le développement industriel propre basé sur l'utilisation des surplus d'électricité pour mieux implanter le virage vert est définitivement une stratégie porteuse. De plus, Investir dans la modernisation et la salubrité de nos écoles aux prises avec des problèmes chroniques de moisissures relève d'un sens des responsabilités encourageant que nous tenons à souligner.

Encourager l'efficacité énergétique des bâtiments et dans le domaine des transports démontre encore plus de vision et de volonté d'action. « Nous accueillons avec plaisir les annonces faites par la première ministre, Madame Marois. Nous sommes heureux de constater que le gouvernement du Québec répond avec audace, cohérence et vision aux défis liés à la lutte au réchauffement planétaire et à la dépendance aux combustibles fossiles » complète M. Bélisle.

---

### **AQLPA - Politique économique Priorité emploi - Oui aux énergies propres et renouvelables, Non aux énergies sales et redoutables**

ST-LÉON-DE-STANDON, le 8 oct. 2013 - L'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA) a salué hier le virage vert soutenu par plusieurs éléments de la nouvelle Politique économique annoncée par la première ministre du Québec, Pauline Marois et le ministre des Finances Nicolas Marceau.

Or, malgré de nombreuses mesures que l'AQLPA juge positives et responsables comme l'électrification des transports et l'efficacité énergétique, la Politique économique signale également l'intention du gouvernement québécois d'accueillir le pétrole sale de l'Alberta et d'exploiter les gisements de pétrole du Golfe Saint-Laurent. Un non-sens assommant selon l'AQLPA !

Dans un rapport technique publié le 30 septembre dernier, l'AQLPA et Greenpeace ont analysé les nombreux impacts de la venue au Québec du pétrole sale de l'Ouest. Les organisations ont ainsi listé 20 raisons pour rejeter les projets d'oléoducs d'Enbridge et de TransCanada.

L'AQLPA répète donc aujourd'hui qu'elle appuie le virage vers les énergies propres, l'efficacité énergétique, la mobilité durable et l'électrification des transports. Elle s'oppose avec vigueur aux projets d'oléoducs et à toute exploitation de combustibles fossiles, incluant le pétrole dans le golfe Saint-Laurent. Le Québec doit prendre la voie de l'avenir et cela implique le développement des énergies propres et l'abandon des énergies sales dès maintenant.

---

### **Partis politiques**

---

### **Politique économique - « Pensez aux prochaines générations Mme Marois, pas aux prochaines élections » - Amir Khadir**

Montréal, le 7 oct. 2013 - Pour Québec solidaire, une nouvelle politique économique est certes bienvenue, surtout des initiatives prometteuses comme le projet de monorail que Québec solidaire était seul à proposer dans sa plateforme l'année dernière. « Mais encore faut-il de la cohérence et une politique novatrice destinée à assurer la prospérité de toutes et tous, et des emplois autant pour les femmes que pour les hommes », estime Amir Khadir, député de Mercier.

« Je demande à Mme Marois d'agir pour le développement social des prochaines générations et non pas pour préparer ses prochaines élections. Sinon, pourquoi avoir perdu une année à plonger l'économie du Québec dans l'austérité avec la religion du déficit zéro ? Neuf ans de régime libéral ce n'était pas assez ? » se demande le député solidaire.

Québec solidaire salue la volonté de prendre le virage de l'électrification des transports, mais déplore la dilapidation des surplus d'électricité.

« Il y a quelque chose d'indécent à donner notre électricité à la grande entreprise au moment même où la population se voit imposer la plus grande hausse de tarif d'électricité des 15 dernières années. On donne nos surplus d'électricité pour attirer des entreprises de la vieille économie alors qu'on devrait les utiliser pour soutenir les secteurs d'activité en émergence et le développement régional », critique M. Khadir.

Québec solidaire déplore également le manque de cohérence dans le type d'emplois qui seront créés : une obsession pour l'investissement privé dans des secteurs typiquement masculins. « Ce plan néglige de la sorte le monde coopératif et l'économie sociale. Au moment où le gouvernement Marois prétend promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes, voilà une occasion ratée d'agir sur le front de l'égalité concrète des chances pour les femmes. Je rappelle à Monsieur Marceau, que sauf pour les intégristes du marché, les véritables « déterminants d'une économie solide et prospère » sont des emplois durables, de bonnes conditions de travail et une prospérité partagée », conclut le député de Mercier.

---

### **Politique économique : « L'abolition de la taxe santé doit passer avant les promesses électoralistes » - François Legault**

QUÉBEC, le 9 oct. 2013 - Le chef de la Coalition Avenir Québec, François Legault, a interpellé mercredi la première ministre du Québec lors de la période des questions à l'Assemblée nationale à propos de la politique économique qu'elle a annoncé lundi. M. Legault a tenté de savoir pourquoi Pauline Marois, si elle détient réellement deux milliards de dollars en réserve, n'a pas utilisé cet argent pour respecter sa promesse d'abolir la taxe santé pour tous les Québécois.

« L'argent ne pousse pas dans les arbres. Si Pauline Marois détient réellement une marge de manoeuvre de deux milliards de dollars pour déposer un plan électoraliste et financer des voitures électriques, pourquoi n'a-t-elle pas plutôt utilisé cet argent pour respecter sa principale promesse de la dernière campagne électorale, soit abolir la taxe santé ? », s'est interrogé le chef de la Coalition Avenir Québec.

« Améliorer le pouvoir d'achat des Québécois et stimuler la consommation constituerait une mesure de relance économique majeure. Mais pour Pauline Marois, les Québécois qui gagnent plus de 18 000\$ sont trop riches et ne méritent pas qu'on leur donne un coup de pouce financier. Mme Marois a encore fait la preuve aujourd'hui qu'elle est déconnectée des priorités de la classe moyenne et des familles du Québec », a conclu François Legault.

Rappelons que la Coalition Avenir Québec s'est engagé à réduire le fardeau fiscal des familles et de la classe moyenne du Québec. Le député de Lévis et porte-parole en finances du parti de François Legault préside actuellement un groupe de travail qui mène des consultations partout au Québec afin de dégager une marge de manoeuvre dans les finances publiques qui permettra d'offrir un répit fiscal aux familles et à la classe moyenne du Québec.

---